

de « Robin des bois musulman »¹, Deedat ne s'oppose pas aux pouvoirs racistes d'Afrique du Sud. Dans la lignée de la plupart des dirigeants musulmans², il vise d'abord l'unification de l'islam sud-africain et accepte toutes les mesures officielles qui pourraient y contribuer. Il n'y a chez lui ni identification à la nation sud-africaine, ni contestation de l'idéologie gouvernementale, mais une attitude foncièrement ambiguë qui consiste à percevoir l'État de l'apartheid comme un État chrétien, et donc à penser le renforcement de l'islam comme antithétique à cet État et susceptible de transcender ses catégorisations raciales. Au-delà de cette vue, Deedat ne prend pas position, ni en Afrique du Sud, ni ailleurs. Son univers est celui d'une croyance mondiale qui ignore les frontières, nationales ou raciales, et peut résoudre par le prosélytisme les problèmes familiaux, sociaux et économiques. Au total, ce coup de projecteur sur Ahmed Deedat, son message religieux et ses entreprises relève d'un travail d'érudition considérable – mais qui laisse parfois le lecteur dans le flou – foisonnant de connaissances sur l'islam « indien » sud-africain, sur l'islam transnational, ainsi que sur les nouvelles techniques de prosélytisme suscitées par les médias modernes.

Denis-Constant Martin –
Sciences Po Bordeaux, LAM

Sainsaulieu (Ivan), Surdez (Muriel), dir.
- *Sens politiques du travail*. – Paris, Armand Colin,
2012 (Recherches). 366 p.

Le livre dirigé par Ivan Sainsaulieu et Muriel Surdez propose un état des recherches actuelles au croisement du travail et du politique. Le terrain n'est certes pas vierge puisque l'histoire sociale, la sociologie du travail comme la sociologie des mobilisations ont depuis fort longtemps fait tenir ensemble des problématiques issues des approches politistes et sociologiques (carrières professionnelles et militantes, conflit au travail et action collective, compétences militantes et politisation des travailleurs...). *Sens politiques du travail* propose de prolonger ces travaux à travers des réflexions contemporaines sur le sujet en considérant le travail comme un ensemble de rapports sociaux, et autant d'instances de socialisation. Le fil rouge de l'ouvrage consiste à interroger

les formes de politisation *au et par* le travail ; soit la place que tiennent les sociabilités professionnelles dans la socialisation politique. Pour cela, les coordinateurs ont fait le choix de l'hétérogénéité scientifique. L'ensemble des articles donne ainsi à lire un croisement de plusieurs spécialisations (science politique, sociologie du travail, sociologie des professions, sociologie des mobilisations), une variété de situations géographiques (Europe, Amérique latine, Maghreb, Chine) et historiques (des observatoires astronomiques sous la Troisième République – A. Saint-Martin – jusqu'à la récente « crise financière vue par les employés de banques » – C. Magnin), et enfin, une pluralité d'échelles d'observation du travail (des interactions dans une relation de service, aux logiques d'autonomisation de groupes professionnels), dans des perspectives à la fois diachroniques et synchroniques.

À travers les contextes de travail, les contributions éprouvent ainsi le concept de politisation dans ce qu'il aurait d'homogène, compris comme un « passage de paliers, la politisation « maximale » consistant en la connaissance et la maîtrise parfaite des enjeux de l'univers politique débouchant sur une implication en politique » (p. 15). La première partie de l'ouvrage propose ainsi un état des types et des degrés de politisation, depuis l'infra-politique (le sentiment d'injustice au travail : R. Cortesero, D. Melo) jusqu'à la production de discours ou de positionnements politiques au cours de l'action collective (la politisation par la grève : L. Mathieu ; la CFDT face à l'État : G. Groux), en passant par la génération d'un sens politique « inhérent au travail » (dans une activité professionnelle prudentielle : F. Champy ; ou dans une « société de services » : I. Ferreras). On saisit ainsi la dimension équivoque et graduée de la politisation, lorsqu'elle est par exemple effective mais désarticulée des perspectives d'action dans l'espace public (p. 39), ou quand elle relève d'une « politisation non organisée » (p. 84). La seconde partie analyse les liens entre rapport au politique et contextes de socialisation : primaires (et son influence sur les dispositions politiques des ingénieurs : K. Talin, C. Didier) ou secondaires (et leurs effets sur le « réaligement à droite d'un petit commerçant » : Ph. Gottraux et C. Péchu). De même, les articles regroupés sous le thème de

1. G. Kepel, *Le prophète...*, *op. cit.*, p. 165.

2. À l'exception de ceux qui, au Cap, s'engageront avec détermination dans l'United Democratic Front à partir du milieu des années 1980.

« l'enchâssement institutionnel » entendent saisir ce qui, dans des institutions liées aux activités de travail, agit sur la politisation d'individus ou de groupes sociaux : étudiants français d'origine musulmane (L. Arslan), citoyens (S. Le Queux), travailleurs sociaux (M.-C. Bureau, F. Plomb, I. Sainsaulieu). Enfin, la troisième partie du livre propose une ouverture sur l'articulation du travail et du hors travail, en présentant un panel d'espaces associatifs, familiaux, amicaux (J. Mischi ; F. Poglià Miletì, I. Sainsaulieu et E. Zufferey) et de temporalités : générations d'ouvriers mobilisés en Chine (A. Kernen) ; fragmentation sociohistorique du syndicalisme chilien (F. Gutiérrez Crocco) ; vieillesse, retraite et engagement (A. Lambelet). Ces espaces-temps incluent les mouvements sociopolitiques dans lesquels s'affirment des acteurs engagés dans – ou désengagés par – le travail : ouvriers argentins mobilisés de 1995 à 2005 (A. Sevilla), diplômés déclassés en Égypte et en Tunisie (Y. El Chazli et A. Allal).

Malgré l'éclatement des problématiques et la diversité des approches, des constats majeurs peuvent être dégagés. D'abord, les significations politiques du travail ne prennent pas une forme uniquement idéale, discursive, sous les traits de l'opinion. Certaines analyses donnent ainsi à voir des processus de politisation localisés où apparaît le sens anthropologique du travail, à travers certaines analyses ancrées dans le terrain qui offrent une plongée au cœur de l'activité (par exemple, F. Gutiérrez Crocco), ainsi que des significations politiques incarnées (par exemple, Ph. Gottraux et C. Péchu), déployées dans l'activité et sur la base de données ethnographiques (par exemple, Y. El Chazli et A. Allal).

La seconde conclusion concerne les processus de politisation : les espaces professionnels étudiés invitent en effet à penser la « transférabilité [des dispositions et des pratiques politiques] d'un domaine d'activité à un autre » (p. 104), et permettent de mettre en évidence le caractère pluriel de ces processus, non limités au « sens politique partisan » (p. 340), et pas uniquement graduels. Ces derniers présentent des formes multiples, parfois non linéaires (jalonnées de ruptures, *turning points*), en interdépendance avec d'autres instances socialisantes et diverses formes de mobilités sociales. Le lecteur cerne ainsi une démarche globale visant à saisir les modalités d'influence croisée entre le travail et le politique à travers divers espaces et variables, sans présager par

avance d'une évolution logique ou d'une cause première de politisation. C'est sans doute cette discussion transversale qui vient renforcer le plus efficacement la cohérence de l'ouvrage, et les attaches entre les diverses problématiques abordées tout au long de celui-ci. Car au final, le livre propose plusieurs pistes sans livrer une conclusion générale qui aurait été étayée par l'intégralité des contributions : c'est précisément ce qui permet de démontrer l'aspect composite et complexe de ce prisme qu'est le travail, et l'importance de tenir compte de la spécificité de ses contextes pour analyser la socialisation politique.

Flora Bajard -

UPMF Grenoble, EMC² - LSG

Barthélemy (Martine), Dargent (Claude), Groux (Guy), Rey (Henri) - *Le réformisme assumé de la CFDT. Enquête auprès des adhérents.* -

Paris, Presses de Sciences Po, 2012 (Fait politique).

272 p. Annexes.

Après le ralliement de François Chérèque à la réforme des retraites de 2003, la CFDT a traversé l'une des crises les plus graves depuis ses origines. En 2009, *via* l'IREES, elle commandait à une équipe de politistes une enquête sur ses adhérents et militants, en l'occurrence sur l'évolution de leurs représentations, choix politiques, pratiques en entreprise... Ce livre collectif en publie les résultats. Basée sur une double enquête (l'une qualitative auprès de 69 militants, l'autre qualitative auprès de 1 503 adhérents), cette radiographie traduit clairement le renforcement de l'identité réformatrice de la confédération et de sa diffusion dans toute l'organisation, même au sein de son aile gauche (ou ce qui en reste : quelque 7 % des adhérents se disent « très à gauche »), façon de signifier au passage que la crise a été surmontée. Ce « choix du réformisme » a pour traits saillants une ouverture au libéralisme qui n'exclut pas une critique de la mondialisation (même si la CFDT reste à l'écart du mouvement antiglobalisation). Il s'oppose également à la libéralisation du marché du travail. Pour autant, les cédétistes se reconnaissent dans les « valeurs de l'entreprise » mesurées à travers leur attitude à l'égard des profits (admis par 82 % d'entre eux) et de la capacité d'entreprendre (admise par 98 %). Sur le plan politique, ce « réformisme » se traduit par une forte proximité des cédétistes avec le PS. Cependant, selon H. Rey, on ne peut parler